



## Déclaration

*S'attaquer à la pêche illicite, non déclarée et non réglementée dans le contexte d'une gestion efficace des pêches, Sous-Comité sur la gestion des pêches de la FAO, Janvier 2024*

---

Nous sommes d'accord avec la FAO pour dire que la lutte contre la pêche INN dans tous les types de pêche, y compris la pêche à petite échelle, est cruciale pour assurer une gestion efficace de la pêche. Pour la pêche artisanale africaine, la pêche INN, en particulier les incursions de navires utilisant des engins destructeurs dans les zones côtières, comme les chalutiers côtiers, reste un fléau à combattre car elle est directement liée à la surpêche et présente donc un risque pour la sécurité alimentaire.

Pour lutter contre ces incursions, la surveillance participative est vantée depuis plusieurs décennies en Afrique, mais elle n'a pas été définie légalement dans la plupart des pays et manque généralement de soutien administratif, logistique et financier. Parmi les problèmes signalés par les pêcheurs impliqués dans cette surveillance, citons le manque de bateaux, le fait que les pêcheurs doivent fournir leur propre carburant pour les sorties de surveillance, et l'absence fréquente de réaction des autorités lorsqu'il s'agit de faire respecter la réglementation par les bateaux identifiés par les pêcheurs artisans comme étant engagés dans la pêche INN.

Cela signifie que les pêcheurs artisans qui tentent de défendre leurs pêcheries locales le font à leurs propres frais et en prenant des risques considérables, souvent sans garantie que les autorités vont effectivement arrêter les contrevenants.

Pour que le système fonctionne, il faut fournir aux pêcheurs artisans des équipements adéquats, leur permettant d'informer directement les autorités d'activités suspectes, et définir clairement les rôles et responsabilités respectifs des pêcheurs et des autorités. Nous appelons la FAO à organiser une discussion, entre ses membres, les pêcheurs artisans et la société civile, sur comment mettre en place une surveillance participative efficace.

Nous sommes également en accord avec la FAO que, pour lutter contre la pêche INN dans les pêcheries artisanales, il faut concevoir et mettre en œuvre des solutions adaptées aux contextes socio-économiques et culturels dans lesquels opèrent les pêcheurs artisans.

Cela implique de veiller à ce que la gestion informelle, traditionnelle, qui existe dans beaucoup de pêcheries artisanales, soit reconnue et prise en compte. Dans certains cas, lorsque de nouvelles réglementations sont introduites sans une concertation suffisante avec la pêche artisanale, les pêcheurs artisans qui font ce qu'ils ont toujours fait en viennent à être considérés comme pêcheurs illégaux, comme des criminels. Par le passé, certains pêcheurs artisans ont été victimes de violence pour avoir pêché dans leur zone de pêche traditionnelle qui avait été décrétée, sans concertation, comme zone fermée à la pêche. Cela entraîne des conséquences graves pour les communautés, les pêcheurs, les femmes transformatrices, et pour la sécurité alimentaire. La solution pour éviter cette criminalisation des comportements



traditionnels des pêcheurs réside dans leur participation à la gestion, y compris pour la mise en place de mécanismes de lutte contre la pêche INN au sein de la pêche artisanale.

Les pêcheurs peuvent eux-mêmes contribuer à cette lutte, notamment en utilisant des technologies numériques peu coûteuses sur les navires et les sites de débarquement, pour, par exemple, l'enregistrement de leurs captures et ainsi éviter que leur pêche soit considérée comme non documentée.

-----